



Magouilles et corruption des élites – Partie 2: Le sabotage de la dénazification

« Le nazisme d’Hitler, et le fascisme en général, sont une manifestation du capitalisme – et le capitalisme pourrait très bien engendrer à nouveau des formes de fascisme » Jacques Pauwels, « Big business et Hitler ».



Cette permettra de comprendre les liens existants entre certaines mouvances d’extrême droite, fidèles représentants du fascisme, le processus de création européenne qui relève de la même idéologie, et les lobbys qui représentent avec un grand succès les milieux patronaux et financiers. Aujourd’hui, focus sur le traitement des différents « collabos » après la guerre et la montée en puissance de la mafia.

[Magouilles et corruption des élites – Partie 1:
La 2e Guerre Mondiale, œuvre du fascisme financier](#)

Annie Lacroix-Riz parle de « sabotage de la dénazification politique et culturelle », ainsi qu’ « économique », par les Américains et leurs alliés du « grand capital ».



En effet, à la fin de la guerre, il n'était pas question pour les US de déstabiliser l'économie allemande avec des sanctions, et surtout pas contre les grands industriels et financiers ou leurs actionnaires.

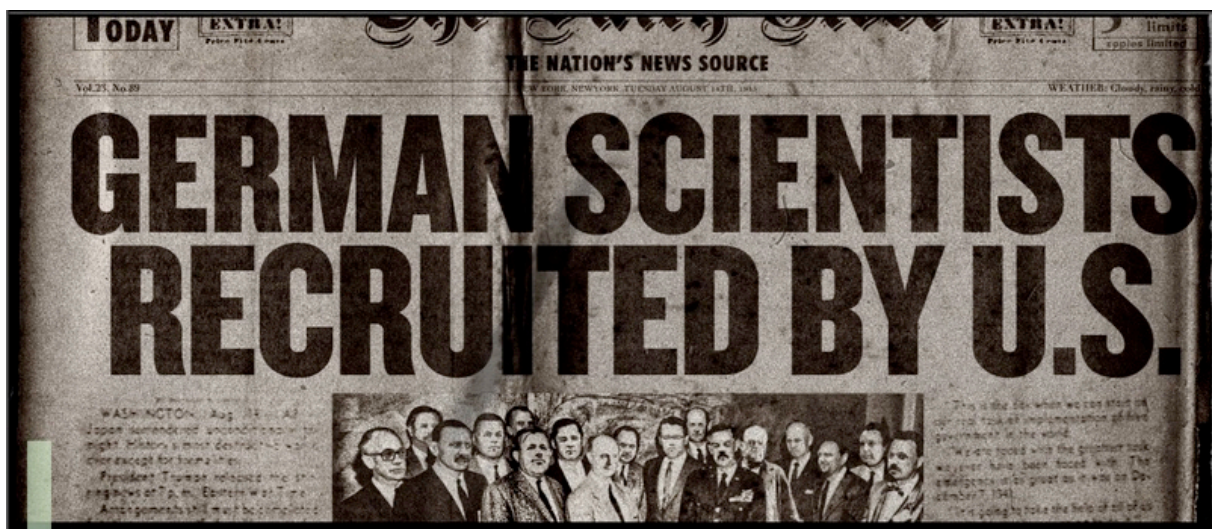
D'ailleurs, on se rappelle que les usines clés de l'industrie allemande, où étaient souvent placés des capitaux américains, ont généralement évité les bombardements alliés [1]. Il fallait que l'argent continue à rentrer.

« La plupart des installations appartenant aux filiales des entreprises américaines en France, en Belgique et aux Pays-Bas subirent si peu de dégâts suite aux bombardements alliés qu'il ne fut pas rare que « des usines qui, une semaine plus tôt, avaient encore produit pour l'armée allemande, se mirent brusquement à fournir le même matériel aux armées alliées », comme l'écrit Robert Sobel à propos des filiales d'ITT », explique Jacques Pauwels dans « Big Business avec Hitler ».

Dans le même ordre d'idées, alors qu'on aurait pu s'attendre à ce qu'après-guerre, les US condamnent ou au moins sanctionnent les entreprises américaines qui avaient fait du business et possédaient des sites industriels dans l'Allemagne d'Hitler, eh bien il n'en a rien été.

Au contraire même : Pauwels rappelle que « Une fois la guerre terminée, ITT, General Motors et les autres grandes entreprises américaines qui avaient fait des affaires en Allemagne non seulement ne furent pas sanctionnées, mais elles furent dédommagées pour les dégâts que leurs filiales avaient subis suite aux bombardements anglo-américains » [2].

L'exfiltration et la réinsertion des Nazis





Passons donc sur la guerre en elle-même, sur la Collaboration politique et économique, et sur l'œuvre durant la guerre des mafias de fascistes protégés, qui s'en prenaient aussi bien aux Juifs qu'aux Résistants, aux communistes et à leurs concurrents en affaires.

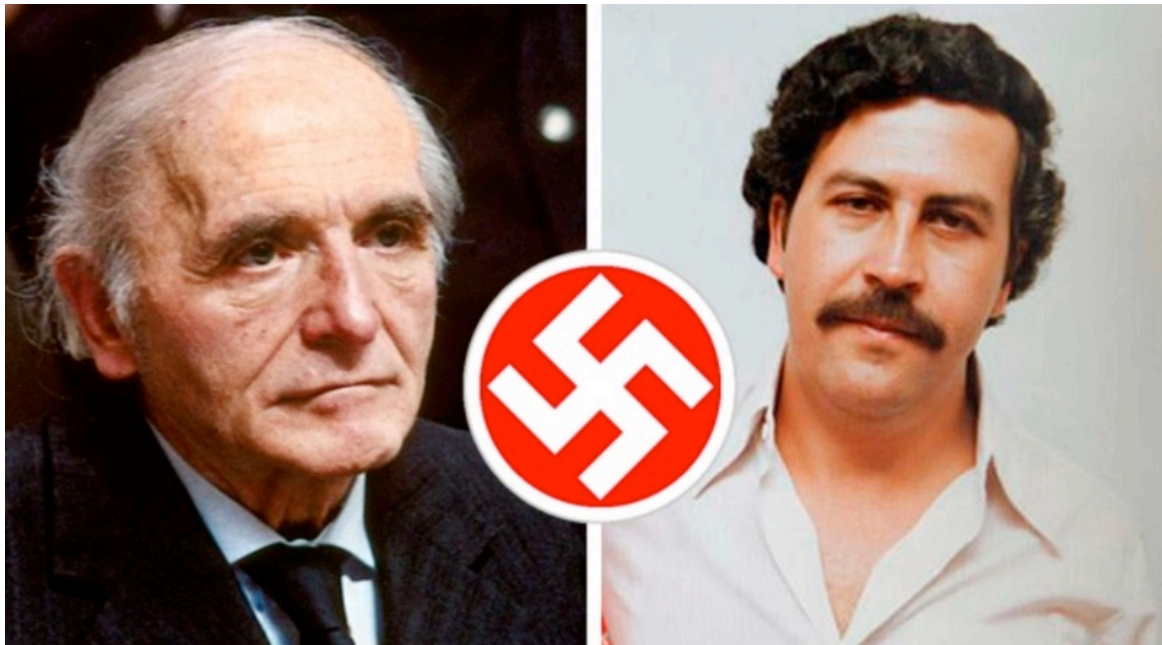
Nous allons voir à travers différents exemples à quel point ce « sabotage » de toute tentative sérieuse d'épuration ou de dénazification a été important, car de fait il arrangeait tout le monde. Sauf, bien-sûr, la démocratie et les libertés des peuples, mais à ce stade nous avons bien compris que ce n'est pas du tout là l'objectif, ni de ceux qui nous dirigent, ni de ceux qui ont le pouvoir.

Commençons avec le cas le plus emblématique qui reflète ce sabotage : l'opération Paperclip, destinée à faire sortir d'Allemagne et des pays alliés, à la fin de la guerre, des milliers de nazis.

Les « BLACK PROGRAM » : le projet PAPERCLIP et l'établissement d'un 4ème Reich

Ces criminels ont été exfiltrés avec l'aide de l'église catholique (la « ratline » via les monastères italiens, ou encore la filière Opus Dei, qui passait par Madrid pour finir le plus souvent en Argentine [3]) mais aussi et surtout avec l'aide de la CIA.

Cette fuite a aussi été organisée avec la contribution de nazis comme Otto Skorzeny ou Reinhard Gehlen (dont on va reparler), qui ont mis en place ces réseaux d'exfiltration, devenus ensuite des réseaux d'agents voués à la défense des intérêts US partout dans le monde.



Home > VIRAL

Klaus Barbie, el carnicero nazi que ayudó a Pablo Escobar a formar su imperio

Aimée Luna Bolaños · septembre 30, 2018 12:49 pm



C'est pour cela qu'on a, par exemple, retrouvé Klaus Barbie en Bolivie, où il trafiquait de la drogue [4], où il a contribué à la traque de Che Guevara et à son assassinat en Bolivie avec la bénédiction de la CIA,, et conseillé les dictateurs du moment pour la répression des opposants, à laquelle il a pris une part active et pas seulement en Bolivie.

C'est aussi comme cela qu'Eichmann a été rattrapé en Argentine, contre la volonté de la CIA et des services allemands, qui savaient parfaitement où le trouver.

C'est pour cela que **Mengele** a vécu paisiblement à Buenos Aires en Argentine, au Paraguay [5] où il était proche du dictateur Stroessner et aurait fait dans le trafic de drogues, et au Brésil, après un passage au Canada en 1962. Même Hitler, selon certains, aurait pu s'échapper de cette manière pour aller vivre en Amérique Latine [6].

En Amérique Latine où des réseaux de nazis ont facilité l'exfiltration de congénères, notamment en Argentine [7], et en Afrique, ces nazis ont aidé les dictateurs, participant à la formation des forces de répression, ou à la traque et à l'élimination des opposants.

Par exemple, Walter Rauff, inventeur des fourgons à gaz et responsable de la mort de plus de 100.000 personnes, **a fui grâce au Vatican et s'est réfugié au Chili où il a été l'un des conseillers de la DINA, la police politique de Pinochet.** Il est mort en 1984 sans jamais avoir été inquiété bien qu'il ait été localisé officiellement en 1961. **Rauff** a aussi travaillé pour le Mossad dès la fin des années 40 et c'est même son agent traitant au Mossad qui lui a permis d'obtenir des papiers pour l'Amérique Latine [8].



Entrada a la Colonia Dignidad - ABC

Un lieu sordide appelé « Colonia Dignidad », a servi de centre de la répression dans le cadre du plan Condor [9], établi dans plusieurs dictatures latino-américaines.



Colonia Dignidad était une véritable colonie Allemande, en contact avec les autorités allemandes et chiliennes, et c'était surtout un lieu de tortures, de meurtres d'opposants, de viols systématiques d'enfants [10], ainsi que d'expérimentations [11], qui passait pour une secte.

Des enfants étaient torturés devant leurs parents, violés, parfois tués. Ce complexe a été créé par d'anciens SS, derrière un certain Franz Pfeiffer Richter qui dirigeait le Parti Nazi Chilien [12].

La Colonie a eu les mains libres jusqu'en 1996 [13]. Son patron pendant des dizaines d'années, le médecin allemand et ancien nazi **Paul Schafer** [14], invitait des politiciens à la colonie et filmait tout.

On a appris récemment que parmi ces visiteurs il y avait le ministre la justice et sénateur **Hernán Larraín**, ancien fan du régime Pinochet, qui avait défendu publiquement Schafer et s'était indigné de l'intrusion de la police dans la propriété à l'occasion d'une perquisition.

L'un des premiers soutiens de la colonie était un certain Gerhard Mertens, marchand d'armes international qui gérait la boîte Merex Corp. basée à Bonn et fondée en 1966 avec Skorzeny.

Ledit Mertens était depuis des années rémunéré par la DIA (Defense Intelligence Agency) et la CIA, et collaborait avec le BND, les services secrets allemands [15], eux-mêmes créés par un autre nazi, Reinhard Gehlen.

Il a aussi officié comme conseiller militaire, notamment en Egypte au début des années 50.

Merex a fourni des millions de munitions aux Contras qui s'opposaient au gouvernement démocratique du Nicaragua. On pourrait élargir longtemps sur ces magouilles, liées conjointement aux Nazis et à la CIA, c'est d'ailleurs édifiant et trop peu connu.

Un peu dans la même catégorie, on peut citer le cas du Suisse François Genoud, qui fut aussi bien nazi qu'un important soutien de mouvements terroristes arabes, au moins depuis la fin des années 50 aux années 90.

Nazi de la première heure (il était le légataire des écrits de Goebbels et son exécuteur testamentaire), ce banquier passait déjà pour un des banquiers du IIIe Reich.

Il a aussi travaillé pour l'Abwehr pendant la guerre a été recruté en 1941 par l'officier de l'armée et ex gestapiste (et futur parton de la police criminelle allemande) Paul Dickopf dont il est devenu l'ami, afin de travailler pour les renseignements nazis, alors qu'il travaillait déjà pour les renseignements suisses.

Pendant la guerre il se livre à des trafics d'or, de devises et de faux papiers, puis est emprisonné un petit moment en 1944 pour espionnage en faveur de l'Allemagne, et aide les US à exfiltrer ses amis nazis, notamment vers l'Afrique du nord et le Moyen-Orient.



L'éditeur pronazi François Gen...



100



cor

L'éditeur pronazi François Genoud est mort Le banquier antisémite finançait aussi les mouvements palestiniens les plus radicaux.

Par Karl LASKE — 3 juin 1996 à 07:27



L'éditeur pronazi François Genoud est mort
Le banquier antisémite finançait aussi les mouvements palestiniens les plus radicaux.

f PARTAGER



L'éditeur et banquier suisse François Genoud, 81 ans, s'est donné la

mort, vendredi, à Lausanne, en absorbant un cocktail chimique devant

En 1951, Genoud, qui était un ami de gens comme Klaus Barbie dont il a financé la défense, Martin Bormann dont il a géré une partie des investissements pour le compte d'Hitler, ou Otto Skorzeny, édite les livres du Nazi belge Léon Degrelle et d'autres collabos français, et puis très vite il commence à s'occuper des mouvements d'opposition terroristes ou non en Algérie où il finance le FLN dès 1962, au Maroc, au Liban, en Egypte notamment.

Puis, il finance divers groupes islamistes comme les Frères Musulmans, via notamment la banque Al-Taqwa qu'il a cofondée [16] en 1988 avec d'autres Nazis.

Cette banque basée dans trois paradis fiscaux (Suisse, Bahamas, Liechtenstein) a perdu sa licence en 2001 en raison de ses activités douteuses : elle a carrément été accusée d'avoir financé Al Qaïda, le Hamas et le GIA algérien.

Son directeur, un Suisse converti au centre islamique de Genève qui se faisait appeler Ahmad Huber, s'affichait en même temps comme néo-nazi, et mettait des portraits d'Hitler chez lui. C'était un proche de Genoud.



Certains soupçonnent également Genoud, avec ses amis nazis impliqués dans la finance, d'avoir contribué à dissimuler l'argent des Nazis, c'est-à-dire les milliards volés aux Juifs et aux peuples pillés par cette clique.

Ce genre de manœuvre semble d'ailleurs être devenu sa spécialité, comme le montre une anecdote citée par la CIA.

Dans les années 80, les archives de la CIA mentionnent en effet une drôle d'affaire impliquant Genoud : il est écrit dans une note d'information de septembre 1987 concernant François Genoud que « **Après être rentré de Suisse, il est devenu un des dirigeants principaux de la Banque Commerciale Arabe. L'émir du Koweït a déposé 500.000 £ à la banque pour l'assistance aux orphelins de la guerre d'Algérie. L'argent a disparu et Genoud a été accusé d'avoir détourné les fonds vers les terroristes palestiniens** » par les algériens, qui l'ont arrêté quelque temps.



Les anciens nazis de la Nasa

Une autre partie des Nazis et collabos s'est trouvée recyclée dans la politique européenne, nationale, ou dans la banque, les services secrets[18], l'industrie, et cela aussi bien en Allemagne qu'en France (Mitterrand, Papon, Bousquet [19]...), en Belgique, aux Pays-Bas, en Autriche, au Danemark et ailleurs.

La liste des ordures recyclées dans la société, et dans les structures étatiques d'après-guerre est très longue et particulièrement alarmante, au point qu'on est obligé de se demander si ce n'est pas dans le 4e Reich que nous vivons aujourd'hui.



On va revenir sur tout cela.

Les USA ont aidé et accueilli de nombreux nazis, que ce soit à la NASA, dans les universités pour la recherche dans différents domaines tels que la psychologie et la psychiatrie, le nucléaire, la chimie, et même dans les renseignements.

Un certain Otto Albrecht von Bolschwing, qui fut SS et aide de camp d'Eichmann (il a organisé des pogroms contre les juifs en Roumanie) puis banquier pendant la guerre, a ainsi rejoint l'organisation Gehlen puis la CIA, d'abord en Europe puis aux Etats-Unis. Il a été naturalisé en 1959 [17] et a perdu ladite nationalité en 1982, peu avant sa mort mais après le scandale de l'affaire Eichmann. On va revenir sur tout cela par la suite.

Tout ce recyclage a été possible grâce aux contacts étroits déjà noués pendant la guerre, notamment par Allen Dulles, qui était en poste en Suisse en tant que chef de la division européenne des renseignements US.

Auparavant, il était le copropriétaire de la grande firme d'avocats Sullivan & Cromwell, qui travaillait pour les plus grands monopoles US de Wall Street.



Le pouvoir des mafias





A la Libération, très peu des truands collabos et/ou nazis ont été condamnés.

Que ce soit à Paris ou sur la côte d'Azur, ils ont su rester proches des milieux politiques, on va y revenir car cela donnera notamment la French Connection (un trafic de drogue centré sur Marseille, qui importait la matière première d'Asie et du Moyen-Orient pour la transformer dans les labos clandestins [20], et l'expédier en majorité vers les Etats-Unis, dans les années 60 et 70 surtout), qui a été largement couverte, si ce n'est implémentée par les milieux politiques français [21].

Nombre de hauts fonctionnaires et politiciens Collabos ont également pu poursuivre leurs activités quasiment sans encombres.

Paul Carbone était avec Lidro Spirito, né dans le sud de l'Italie, un des deux grands mafieux qui régnaient sur Marseille dans les années 30. Ils étaient très actifs dans la traite des femmes jusqu'au Maghreb (notamment Le Caire qui était la plaque tournante de ce qu'on a appelé la « traite des blanches »), ainsi que dans le jeu et le trafic de drogue.

Pendant la guerre, Carbone était en contact avec les autorités allemandes et même avec la Gestapo, conseillant par exemple aux Allemands de faire sortir de prison un diplomate péruvien appelé Carlos Fernandez Bacula, emprisonné en Allemagne puis en France pour trafic de drogue.

Carbone avait aussi proposé à un lieutenant-colonel de l'Abwehr de mettre en place un trafic d'héroïne.

Quand le Péruvien est sorti de prison, c'est chez Etienne Léandri, ce Corse qui a travaillé pour la Gestapo durant la guerre, qu'il l'a planqué.

Le protecteur de Carbone et François Spirito, Simon Sabiani, régnait politiquement sur Marseille où il était élu et dirigeait la Légion des Volontaires Français, qui a collaboré avec les nazis.

Condamné à mort à la Libération, il a fait un passage en Italie en 1945, où il était en contact sur place avec Marcel Déat, autre fasciste patron du Parti Populaire Français que Sabiani avait rallié dès 1936 [22]. Pendant les années 30, Spirito a utilisé les hommes de main des mafieux Carbone et Spirito pour être réélu et mater les manifestation d'opposition. La symbiose était donc complète.



De fait, la mafia n'est pas en dehors du pouvoir, elle en est un rouage, un corollaire indispensable. Que ce soit en termes de pouvoir économique ou politique, parfois même militaire, **la mafia joue un rôle nécessaire car elle peut mener des opérations hors du champ du contrôle démocratique** (Parlements, médias) et ainsi rapporter de grandes quantités d'argent.

La proximité entre truands et politiques s'est exportée jusqu'à Paris avant la guerre, et s'y est renforcée au fil des années comme l'a montré l'exemple des Hauts-de-Seine, royaume du RPR et, un temps, de Pasqua, puis de Sarkoléon.

Quand la guerre a éclaté, Sabiani qui dirigeait le Parti populaire Français pour la zone sud et était en contact avec Pierre Laval, le bras droit de Pétain, a demandé à faire libérer les truands qui avaient été mis en prison afin de renforcer les troupes de la « Révolution Nationale » et de lutter contre la Résistance.

A Marseille, les Allemands ont donc pu s'appuyer sur « les services du PPF de Sabiani et des gangsters Carbone et Spirito » [23], deux mafieux qui ont créé la première filière de transformation de l'opium à destination des Etats-Unis dès les années 30. Spirito avait même son bureau à côté du SS en chef Ernst Dunker à Marseille.



Carbone a donc poursuivi son trafic de drogue international pendant la guerre avec la bénédiction des Allemands et grâce à ce diplomate péruvien germanophile dont il était partenaire.

Puis ce sont les frères Guérini qui ont repris le flambeau avec la bénédiction du Roi de Marseille, Gaston Defferre.

Un des proches de **Carbone et de Sabiani**, mais aussi **d'Henri Lafont** [24] ce truand bras droit de la Gestapo, était le proxénète, spécialiste du racket et trafiquant **d'héroïne Auguste Ricord**, qui a été le co-auteur, avec le déjà célèbre braqueur **Alfredo Palmeri**, du vol de passeports français vierges dans les coffres de l'imprimerie de Melun.

Ces passeports « permettront aux agents de l'Abwehr ou de la Gestapo de se mêler sans tarder à la foule des réfugiés qui errent encore sur les routes », écrivent Louis Sapin et Pierre Galante dans « La grande filière. Croissance, déferlement et débâcle de la French Connection ».



Ricord n'avait pas non plus hésité à collaborer avec la Gestapo à Paris [25], à travers une organisation de mafieux fascistes dirigée par Henri Lafont, appelée « La Carlingue ».

Certains des membres de la carlingue disposaient de cartes de police et travaillaient à la demande de la gestapo, tout en continuant leurs différents business en toute impunité [26].

A Paris et Lyon, Henri Lafond, un célèbre truand, sera ainsi recruté par la Gestapo. Les mafieux se retrouvent ainsi dans les services d'ordres nazis et vichystes.

Les auteurs rappellent aussi que le groupe de Corses auxquels appartenait Ricord, Palmeri et quelques autres, « S'ils ne disposent pas de la carte de la police allemande, ses membres –qui sont d'ailleurs pour la plupart des italiens ont dans leur poche une attestation bilingue avec la mention : 'Les autorités allemandes sont invitées à aider le porteur de cette carte. En cas d'arrestation, prière de se mettre en rapport avec le service dont il dépend ».





Un certain Etienne Léandri, monté à la capitale dans les années 30 pour y étudier le droit, a trainé dans les soirées parisiennes pendant toute l'Occupation, et a aussi collaboré de près avec la Gestapo à Nice, tout en vendant des crèmes de beauté aux allemands grâce à des passe-droits pour pouvoir les fabriquer.

A cette époque, il se vante de gagner beaucoup d'argent et même de pouvoir financer le PPF de Doriot.

En 1943, il a largement financé les obsèques de Paul Carbone, où étaient également présents Otto Abetz, ambassadeur de Berlin à Paris, un tas d'officiers Allemands, des membres du PPF de Doriot, ainsi que Tino Rossi ou Mistinguett...

Léandri était également proche, pendant et après la guerre d'un milliardaire US, Virgil Neil qui était devenu le fournisseur exclusif de crèmes à raser de la Wehrmacht grâce à ses amitiés avec des membres des services secrets nazis. On notera au passage que Neil utilisait des sociétés écrans basées à Monaco (un paradis fiscal) pour mener ses transactions.

Il s'enfuit en Allemagne en 1944 avec une centaine de membres de PPF, puis revient rapidement en France bien qu'il ait pris 20 ans de travaux forcés pour collaboration [27]. Devenu quelques années plus tard un proche de Charles Pasqua [28], Léandri a pu continuer ses activités.

Les truands Carbone et Spirito sont remplacés par une nouvelle génération, comme les frères Guérini qui joueront un rôle central dans la French Connexion jusque dans les années 60. Ils étaient liés de près au « socialiste » Gaston Defferre qui a régné sur Marseille de 1953 jusqu'à sa mort en 1986, dans une relation semblable à celle de Sabiani, qui en 1944, selon la CIA « était le leader des Corses en France », avec Carbone et Spirito.

On retrouve beaucoup de types au passé obscur dans les rangs de la French Connection, comme le chimiste Franz Kopp, ancien colonel de la Wehrmacht qui a travaillé pour divers mafieux.



En France, un discret retour des milieux fascistes



En France, on connaît les cas **Bousquet, Papon, Leguay, ou encore Touvier** [29]. Eux ont tout de même été jugés.

Mais ils ne représentent qu'une petite partie de ces nazis et collaborateurs qui n'ont pas hésité à participer à la répression durant la guerre, et qui ont pu mener tranquillement la suite de leur carrière après la guerre. Et si cela n'avait tenu qu'aux autorités, ils seraient tous morts sans avoir jamais été renvoyés au tribunal.

On notera aussi que beaucoup d'entre eux sont parvenus à s'acheter une image de résistant à la fin de la guerre.

C'est le débat de ce qu'on appelle les « **vichysto-résistants** » sur lesquels règne un lourd soupçon de la part de nombreux résistants historiques.

Quelques collabos, généralement parmi les plus meurtriers et les plus visibles, ont été fusillés à la Libération, notamment quelques gestapistes comme Henri Lafont. Mais il existe de nombreux cas surprenants, comme celui Jean Barbier.



Chef à Grenoble du Parti Populaire Français de Jacques Doriot durant la guerre, il a incorporé la Waffen SS, travaillait aussi pour la Gestapo a dénoncé et torturé à tour de bras.

En 1944 il a fui avec les Allemands mais a tenté de désertre, a été arrêté puis libéré par les US, et s'est enfui à nouveau quand il a été reconnu en France, avant d'être condamné par contumace. Dès 1946 il s'est installé sous un faux nom à Marseille, jusqu'à ce qu'une de ses victimes le dénonce en 1962. Il sera à nouveau condamné à mort en 1965 puis gracié par De Gaulle dès 1966.



DEMANDE D'ATTRIBUTION DE LA FRANCISQUE

*Je soussigné déclare être Français de père et de mère,
n'être pas Juif aux termes de la loi du 2 juin 1941 (J. O. 14
juin 1941) et n'avoir jamais appartenu à une société secrète.*

ENGAGEMENT :

*« Je fais don de ma personne au Maréchal Pétain, comme il a fait don
de la sienne à la France.*

*« Je m'engage à servir ses disciplines et à rester fidèle à sa personne
et à son œuvre ».*



Robert Schuman, un des « pères fondateurs » de l'Europe, n'avait pas caché ses sympathies fascistes avant et même pendant la guerre (il a notamment voté les pleins pouvoirs à Pétain en 1940), ce qui ne l'a pas empêché de devenir une icône de la politique nationale et européenne.

Mitterrand, qui était un grand ami de René Bousquet, s'est entouré de plusieurs [vichystes dans son cabinet dans les années 50.](#)

S'il a pu se construire un passé de Résistant à la fin de la guerre, ce passage de sa vie reste l'objet de nombreuses controverses et de vrais résistants se montrent très sceptiques. D'ailleurs, il a réclamé la Francisque, une breloque vichyste pour services rendus, et l'a obtenue en 1943.

Révoqué en 1945, **Jean Leguay a gagné les Etats-Unis, passant dans le privé :** « il travaille successivement pour le parfumeur Nina Ricci (il en est le vice-président pour la distribution) puis pour le groupe Warner Lambert, l'un des leaders américains de la chimie fine pharmaceutique et des cosmétiques, dont il dirige les filiales françaises » selon Philippe Valode dans « Le Destin des hommes de Pétain ».

Dès 1957 Leguay obtient sa réintégration dans le corps préfectoral. Il est quand-même repéré par les Klarsfeld, qui débusquent les nazis impunis, est inculpé en 1978 pour crimes contre l'Humanité, mais meurt en 1989 avant qu'un procès n'ait eu lieu.

Nouveautés Ina Premium Retour vers l'info Rembob'INA Khmers rouges 5 colonnes à la une

ina.fr THÈMES PERSONNALITÉS ÉMISSIONS DOSSIERS CRÉATIONS WEB INA PREMIUM CD/DVD

Accueil > Articles éditoriaux > 1993, l'assassinat de René Bousquet : justice ne sera pas rendue

1993, l'assassinat de René Bousquet : justice ne sera pas rendue





Bousquet lui-même a d'ailleurs été recruté très tôt par les services américains, qui l'ont libéré en 1945 de la résidence surveillée où les Nazis l'avait placé à la fin de la guerre.

Du coup, alors que ce haut fonctionnaire avait joué un rôle important dans la police vichyste [30], et avait été préfet en zone occupée. « En avril 1945, les troupes américaines le libèrent et lui proposent de rejoindre les Etats-Unis, à la demande de l'Office of Strategic Studies (l'OSS), ancêtre de la CIA, qui a flairé l'importance du personnage » [31].

Mais finalement il rentre en France dès le 18 mai 1945 et doit faire un passage à la prison de Fresnes avant de travailler comme conseiller technique à la direction générale de la Banque d'Indochine dont il devient rapidement secrétaire général [32] puis dont il a dirigé de nombreuses filiales dans le monde.

Bousquet a aussi intégré le conseil d'administration de La Dépêche de Toulouse en 1959, en faisant un organe pro Mitterrand. Puis il tente de se lancer en politique, côté « socialiste » tout en siégeant dans divers conseils d'administration.

Philippe Valode dans « [Le destin des hommes de Pétain](#) », explique que Bousquet est parvenu à conserver la garde rapprochée qui l'entourait avant et pendant la guerre, lors de sa carrière d'après-guerre. Il cite Jean Leguay, qui a été directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur en zone occupée,

Ingrand, qui « participe largement aux négociations avec les Allemands et à l'organisation des rafles de juifs en zone occupée et en zone libre, ainsi qu'à leur transfert de la zone libre vers la zone occupée », le tout sous les ordres de Bousquet, les deux avaient participé à l'organisation de la rafle du Vel d'hiv (13.000 personnes, dont plus de 4.000 mineurs). En 1943 il est nommé préfet de l'Orne.

Hélas,, [Bousquet a été assassiné en 1993](#) quelques semaines avant son procès, par « un déséquilibré ».

Pour citer encore un autre exemple, au hasard, prenons dans le secteur agricole.

L'Etat vichyste, qui a beaucoup misé sur la culture paysanne et l'agriculture pour approvisionner suffisamment les français et l'Allemagne, avait créé la « [Corporation Paysanne](#) » dès 1940 afin d'organiser le secteur.



L'un de ses dirigeants, nommé par Pétain, était le **syndicaliste paysan (UNSA) Camille Laurens**. L'individu avait aussi, comme Mitterrand, obtenu la plus haute distinction du régime vichyste, la francisque, qu'il fallait réclamer.

Dès 1945, Laurens, devenu résistant à la fin de la guerre, se présente aux législatives, ce qui provoque quelques remous car il s'agissait tout de même d'élire une assemblée constituante.

Il a été élu au nom de la lutte contre « le péril marxiste », mais son élection a été invalidée par les députés. Il s'est représenté en 1946 a été réélu par l'électorat paysan du Cantal où Laurens installe sa petite hégémonie. Pourquoi une telle persévérance ? « Il y eut immédiatement, aux côtés du nouveau député du Cantal, un groupe de notables profondément maréchalistes qui accédèrent bientôt aux responsabilités politiques », explique l'historien Gilles Richard, dans l'article « Parti paysan et société rurale dans la France d'après-guerre – l'exemple du cantal (1945-1962) ».

Laurens devient ensuite ministre de l'Agriculture sous quatre gouvernements successifs entre 1951 et 1953.





A Nantes, il y a par exemple le cas [André Morice](#).

Pendant la guerre il était le directeur, avec Théophile Badiou, de l'Entreprise nantaise de travaux publics et paysagers (ENTPP), qui avait beaucoup travaillé avec l'occupant durant la guerre, notamment pour construire le « mur de l'Atlantique ».

Si Badiou a pris une lourde amende après la guerre pour collaboration économique, de son côté Morice a su louvoyer et éviter une condamnation.

Il a donc repris à la fois la direction de l'entreprise et la politique, au parti radical de droite, tout en menant la réorganisation de la fédération locale pour en faire un tremplin, est parvenu à occuper des fonctions ministérielles jusqu'en 1957, à devenir maire de Nantes de 1965 à 1977, et sénateur de 1965 à 1983.

Quant aux patrons et dirigeants qui ont allègrement collaboré pendant la guerre, on s'est rarement empressé de les condamner.

Les comités professionnels d'épuration d'après-guerre ont fonctionné au ralenti, protégeant les responsables les plus élevés, qui se sont aussi bien enrichis grâce aux nazis. Le cas du comité de la fédération du BTP est assez révélateur.

Dans l'article « Un grand patronat français peu renouvelé à la Libération », Hervé Joly mentionne une liste de grands patrons collabos, dont finalement peu ont reçu une condamnation qui, quand elle a eu lieu, fut symbolique :

« L. Renault ou M. Paul-Cavallier, arrêtés, sont morts (respectivement en octobre 1944 et janvier 1946) avant d'avoir été jugés. G.-J. Painvin (Ugine et CCF), R.-P. Duchemin (Kuhlman), H. Jahan (Paribas) ou H. Ardant (Société générale) ont finalement bénéficié de non-lieux judiciaires ; seul P. Baudoin a été condamné par la Haute Cour à cinq ans de travaux forcés, mais en qualité d'ancien ministre des Affaires étrangères ; de même, tous sauf A. Laurent-Atthalin, H. Jahan (Paribas) et J. Frossard (Kuhlman), sanctionnés d'une interdiction de conserver un poste de commandement, ont été mis hors de cause par la Commission nationale interprofessionnelle d'épuration (CNIE). Mais ces décisions clémentes sont intervenues tardivement, entre 1947 et 1949, après que les campagnes menées à la Libération contre certains dirigeants les aient déjà amenés à démissionner ».



La situation globale après la guerre était instable : les communistes, nombreux dans la Résistance, étaient puissants, les Russes avaient réussi un partage de l'Europe qui ne plaisait pas aux Américains, et le continent était ravagé sur tous les plans.

L'urgence pour les milieux industriels et financiers, américains en tête, était d'établir une hégémonie sur l'Europe de l'Ouest.

Comment imposer cette hégémonie?

Plusieurs leviers ont été utilisés, dont le principal était la création de l'Europe, cette vieille chimère de certains milieux politiques et économiques.

Cette idée était, il faut bien le dire, assez osée : alors que les cendres des villes détruites étaient encore fumantes, des Monnet, Schuman et compagnie ont imposé une « Europe » où on ouvrait grand les bras aux Allemands. On va voir qu'ils se sont donné du mal pour imposer cette Europe « contre les peuples », comme l'a dit fièrement Jean Monnet, mais qu'ils ont eu de grands soutiens et que finalement, il aurait été impossible de faire autrement.

L'intégration européenne avait pour seul objectif de créer un marché libre pour l'économie US, sans aucune entrave.

Le bonus était d'intégrer militairement l'Europe dans l'OTAN, et politiquement dans l'ONU et ses satellites, le FMI et la BRI, la banque mondiale et la banque des règlements internationaux.

[1] Dans « Big Business avec Hitler », Jacques Pauwels rapporte (p.304) que « Bernard Baruch, un financier de Wall Street devenu conseiller du président Roosevelt, aurait donné l'ordre de ne pas bombarder – ou légèrement seulement – certaines usines situées en Allemagne, notamment les filiales des entreprises américaines.

Si c'est vrai, cela expliquerait pourquoi le centre historique de Cologne fut écrasé sous les bombes, alors que la gigantesque usine de Ford-Werke, en bordure de la ville et clairement visible du ciel, eut la réputation d'être l'endroit le plus sûr de la ville durant les raids aériens, même si, de temps à autre, quelques bombes s'écrasèrent sur son vaste terrain. ».

A Anvers en Belgique, l'usine Ford a aussi été épargnée par les bombes, tout comme les usines d'AEG à Nuremberg (dont un gros actionnaire était General Electric), ou le site de Bayer, qui était liée à la Standard Oil via l'IG Farben, à Leverkusen.



[2] Pauwels précise que « General Motors et ITT reçurent de l'État américain des dédommagements s'élevant respectivement à 33 et 27 millions de dollars, partiellement sous la forme de réductions d'impôts. Dans le cas d'ITT, il s'agit principalement d'indemniser l'usine qui produisait des chasseurs du type Focke-Wulf » .

[3] L'Opus Dei, dont le fondateur était un membre du cabinet de Franco, tout comme son ami Licio Gelli le fondateur de la Loge P2, très active dans le stay-behind, s'est fait beaucoup d'argent grâce à l'exfiltration des criminels de guerre nazis.

Par exemple, Martin Bormann et 13 des plus hauts dignitaires nazis ont rejoint l'Amérique latine, déguisés en prêtre et munis de passeports du Vatican avec des noms à consonance espagnole.





[4] Barbie le nazi (surnommé « le boucher de Lyon », responsable de 10.000 arrestations, de tortures, de déportations, et de l'assassinat de nombreux Résistants comme Jean Moulin, environ 6.000 et disparitions à son actif), arrivé en 1951 en Bolivie, a obtenu la nationalité en 1957, et a travaillé notamment avec Pablo Escobar pour la fourniture de matière première destinée à la fabrication de cocaïne, qui était transformée par Escobar dans ses laboratoires en Colombie.

De 1946 à 1951, il était un informateur du service de contre-espionnage de l'armée d'Allemagne de l'ouest.

En Bolivie, Barbie, alias Klaus Altmann, n'était pas du tout repent, s'étant même fait virer en 1966 d'u club Allemand de La Paz pour avoir crié « Heil Hitler », ce qui a jeté un froid. Hugo Banzer, le dictateur Bolivien (d'origine allemande) de 1971 à 1978 et de 1997 à 2001, a décidé produire de la coca à la place du coton, et Barbie, avec ses réseaux, a contribué à la mise en place des circuits de vente.

Banzer avait nommé Barbie/Altman à la direction de la compagnie commerciale maritime nationale, la Transmarítima Boliviana (la Bolvie n'a pas de côte) qui lui permettait de transporter diverses marchandises partout dans le monde et voyager lui-même, notamment en Europe. Parmi ces marchandises, il y avait semble-t-il des armes.

Plusieurs proches de Banzer ont été arrêtés en 1978, si bien qu'il a dû organiser des élections qu'il a perdues malgré d'importantes fraudes. Mais en 1980 le « coup d'Etat de la cocaïne » a mis au pouvoir le général Garcia Meza, très proche du plus gros narco du pays, Roberto Suarez Gomez, l'un des organisateurs du coup d'Etat avec le général Arce Gomez, ami de Klaus Barbie qui a joué un rôle également dans l'organisation du coup d'Etat.

Barbie a notamment fait appel a à l'un des leaders du réseau Gladio italien et membre de la loge P2, Stefano Delle Chiaie, qui était alors en fuite pour le meurtre à Washington d'un politicien chilien d'opposition.

Delle Chiaie est donc arrivé en Bolivie avec 200 mercenaires Argentins déjà habitués au massacre des opposants à la dictature. Delle Chiaie lui-même était en contact permanent avec la CIA., qui l'a même prévenu en 1982 quand les Italiens et le bureau des stupéfiants US s'apprêtaient à le faire arrêter en Bolivie.

[5] Mengele a vécu au Paraguay au moins en 1960 et de 1963 à 1964, dans le village d'une charmante petite communauté allemande appelée Hohenau, sous le nom de José Mengele.

[6] Le journaliste Jacques Robert dans « L'évasion d'Adolf Hitler », paru en 1989, explique que la mort d'Hitler était une mise en scène et qu'il s'est enfui.



Plusieurs témoignages collectés par la CIA disent qu'Hitler a été vu en Amérique Latine.

[7] Selon un document de la CIA de 1953 sur « les nationalistes allemands et les activités néo fascistes en Argentine », les Nazis établis en Argentine étaient en lien à la fin des années 40 avec les néo nazis italiens, qui on va le voir plus bas ont été le bras armé des réseaux Gladio mis en place par les US pour conserver la mainmise politique, et par conséquent économique, sur l'Europe.





[8] En 1966 au Chili, il déclarait à un journaliste qui l'interrogeait sur ses actes durant la guerre : « Je dirais que je referais la même chose aujourd'hui. Il n'y avait rien d'autre à faire ».

Il a fui le Chili durant la période d'Allende, qui menaçait de l'envoyer au tribunal et de saisir son usine. Il est revenu après le coup d'Etat de Pinochet, pour devenir conseiller en chef de la DINA, chargée de lutter contre l'opposition par la terreur et les meurtres de masse.

On estime que dans les premiers mois qui ont suivi le meurtre d'Allende et le coup d'Etat, environ 30.000 personnes ciblées (leaders politiques, syndicalistes, intellectuels, étudiants, artistes) ont été éliminés.

[9] La police secrète Pinochet, la DINA, a envoyé des opposants prisonniers par centaines à Colonia Dignidad. Cela, alors que l'ambassade d'Allemagne au Chili était en contact permanent avec la colonie.

[10] Les enfants de familles pauvres et analphabètes des alentours étaient récupérés quand leurs parents devaient les amener au seul hôpital du coin qui se trouvait dans la colonie. Il suffisait de dire aux parents que leur enfant était mort et de leur faire signer à leur insu un document d'adoption.

[11] Des documents déclassifiés, divulgués en 2016 par la justice chilienne, montrent selon les médias locaux que la Colonia Dignidad, appelée également « Villa Bavaria », la villa bavaroise, était « un centre d'endoctrinement qui créait des 'robots humains' au moyen d'enfermement et de tortures.

Dans cet endroit, on abusait sexuellement de dizaines de mineurs, on appliquait des techniques d'expérimentation avec des psychotropes illégaux et des électrochocs sur les membres de la communauté ».

D'importants stocks d'armes et de munitions y étaient aussi planqués, et Schäfer était mandaté pour acheter des armes sur le marché noir.





[12] Le Partido Nacional Socialista Obrero (PNSO), le parti national socialiste ouvrier. Pfeiffer avait, selon divers témoins, des contacts réguliers avec le parti nazi des Etats-Unis ainsi qu'avec le Ku Klux Klan.

Dès sa création en 1962, le PNSO a rejoint l'Union Mondiale des Nationaux Socialistes (World Union of National Socialists -WUNS, une fédération de nazis basées aux Etats-Unis). En 1975, Pfeiffer, qui a entretemps été condamné pour des attentats, est nommé coordinateur idéologique de l' « Alliance mondiale des nationaux révolutionnaires ».

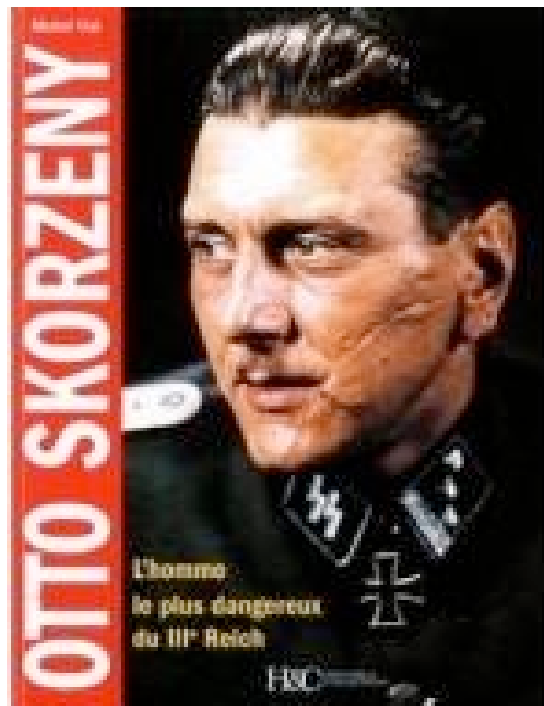
[13] Un 1996, le pédophile allemand, Paul Schafer, un ancien des jeunesses hitlériennes devenu un pilier de la colonie à partir de 1961 et proche de Pinochet, a été condamné et a pris la fuite. Il était poursuivi pour tortures, disparitions, viols sur 16 mineurs, meurtre etc. Il a été arrêté en 2006.

[14] Paul Schäfer a dû quitter l'Allemagne pour des faits de pédophilie. Il avait monté une sorte de secte pédophile dans l'Allemagne d'après-guerre, appelée « la mission sociale privée », une œuvre soi-disant caritative dans l'Allemagne ruinée de la fin des années 40. Il enseignait carrément abuser des enfants qui étaient placés sous sa tutelle, et a fini par être dénoncé. Il a donc fui au Chili avec 300 adeptes et contribue à la fondation de la Colonia Dignidad en 1961.

[15] Cf. « The Nazi hydra in America : Suppressed history of a century, Wall Street and the Rise of the Fourth Reich » de Glen Yeadon (p.421).

[16] La licence de la banque Al Taqwa a été retirée par les US

[17] Plus d'un millier de Nazis seraient officiellement entrés aux Etats-Unis à la fin de la guerre, selon les chiffres officiels, mais des archives indiquent plutôt un chiffre de 6 à 8.000. ET c'est sans compter ceux qui ont été envoyés en Amérique Latine, en Afrique ou au Moyen-Orient.





[18] Par exemple, l'organisation ODESSA d'Otto Skorzeny, officier SS recruté par la CIA, a recyclé pas mal de nazis dans les pays du Maghreb.

Emprisonné pour nazisme à la fin de la guerre, ce très proche d'Hitler a été mystérieusement acquitté, et a rejoint l'Espagne franquiste avec l'aide des américains. Skorzeny a même travaillé pour le Mossad, notamment en Egypte. Le réseau Gehlen, de Reinhard Gehlen et qui regroupait plein de gestapistes, informait la CIA sur tout ce qu'il passait en URSS, et a été intégré au BND, les services secrets allemands en 1956.

[19] Haut fonctionnaire prometteur dans les années 30, Bousquet aurait la responsabilité de 40% des Juifs déportés pendant la guerre.

En 1941, Darnand le nomme au Secrétariat général à la Police. En 1943, il a retourné sa veste, fait quelques actes favorables à la Résistance, puis en 1944 les Allemands l'envoient en résidence surveillée en Bavière. Les US le libèrent, lui propose de travailler avec eux dans le renseignement militaire, mais il refuse et rentre en France où il fait un passage à Fresnes avant d'être acquitté pour toute Collaboration.

Une procédure est lancée contre lui en 1989, que Mitterrand fait tout pour freiner. Il est quand-même inculpé en 1991, mais est assassiné le 8 juin 1993.

[20] Ces laboratoires se trouvaient principalement sur la Côte d'Azur autour de Marseille, mais aussi à Paris et au havre, selon un rapport d'un comité du congrès US de 1971 sur le trafic de drogue.

[21] Les mafieux corses, notamment Carbone et Spirito, ont commencé le trafic d'opium dans les colonies françaises, comme l'Indochine, dès le début du XXe siècle.

[22] Sabiani s'est enfui à Barcelone où il est mort en 1956.

[23] Cf. Jean Defrasne, Que sais-je ? « L'Occupation allemande ». Jacques Follorou et Vincent Nouzille dans « Les parrains Corses : leur histoire, leurs réseaux, leurs protections », expliquent qu'en 1943 à Marseille, le Nazi qui dirigeait une section locale de la police secrète a recruté « plus de 200 agents locaux » et obtenu « facilement l'aide des hommes de main du PPF marseillais, qui pourchassent nuit et jour les opposants (...) Les frères Palmiéri, gros bras de carbone et Spirito, militants actifs du PPF, sont parmi les éléments les plus zélés de cette police prallèle. Ils extorquent des fortunes aux juifs qu'ils traquent, tout en prélevant leur dîme sur les saisies de biens qu'ils signalent aux Allemands ».

Afin de lutter contre les communistes, Sabiani a aussi promis le droit de porter des armes en intégrant une bande appelée la « Garde française », ce qui a fait accourir à Marseille pas mal de truands.



[24] Un documentaire qui retrace le parcours de Lafont :



[25] Ricord a été condamné à la Libération, pour des délits de droit commun, ainsi qu'à la peine de mort, par un tribunal militaire. Mais il s'est enfui en Amérique Latine, d'abord en Argentine dont il a obtenu la nationalité avant d'être expulsé, puis au Paraguay où il a été arrêté en 1972 à la demande du bureau des stupéfiants US en raison de son implication dans l'importation d'héroïne aux Etats-Unis. Sur 20 ans de prison il en fait 10, sort en 1983 et meurt en 1985.

[26] Selon des inspecteurs de police chargés d'enquêter sur eux à la Libération, cités par Jacques Follorou et Vincent Nouzille dans leur livre « Les parrains Corses : leur histoire, leurs réseaux, leurs protections », la clique de la Carlingue s'adonnait en toute tranquillité à une liste de méfaits assez variée : « Pillage de biens juifs, récupération d'or, de bijoux de valeur, chasse aux patriotes, lutte contre les maquisards étaient les moindres actions de cette équipe de tueurs à la solde des Allemands qui les chargeaient des hautes et basses œuvres de leur justice : enlèvements, exécutions, disparition des traces de crimes, etc. »

[27] C'est grâce à Lucky Luciano que Léandri est introduit auprès la CIA, et reprend ses trafics dans le cadre de la stratégie de la CIA. Le juge Gilbert Thiel écrit dans son livre « Mafias » que « Etienne Léandri avait représenté plusieurs fois les intérêts de Lucky Luciano auprès de la CIA, laquelle, en contrepartie des services ainsi rendus, lui apporta son aide pour obtenir l'effacement de sa condamnation en France ».

[28] « Les deux premiers à accourir au chevet d'Etienne ont été Charles Pasqua et son fiston Pierre. C'est dire si la famille Pasqua doit beaucoup à l'ami Etienne, le grand argentier du clan », écrit Nicolas Beau dans « La Maison Pasqua », paru en 2001. « Ce natif de l'île de beauté est au mieux avec les Corses de l'UDR : Achille Peretti, Paul Comiti, René Tomasini, et naturellement Charles Pasqua ».



[29] Paul Touvier a dirigé la milice à Lyon, traqué les Juifs et les Résistants, puis est parti en cavale à la Libération, a été condamné à mort deux fois mais parvient à s'échapper in extremis, se planque dans des monastères, obtient une grâce présidentielle en 1967.

Mais il reste planqué, car de nouvelles charges apparaissent contre lui, notamment l'assassinat d'un couple de Juifs, les Basch. Il est de nouveau arrêté en 1989 à l'abbaye de Wisques, puis a été condamné à la prison à perpétuité pour crimes contre l'humanité en 1994.

Touvier a donc bénéficié de nombreux soutiens dans sa fuite.

Il a par exemple été aidé, pour obtenir la grâce de 1967, par un flic, le commissaire Tonnot, qu'un témoin a accusé d'avoir « tronçonné le dossier Touvier, d'en avoir fait sauter l'essentiel », notamment des pièces concernant l'assassinat d'Hélène et Victor Basch. Tonnot a été arrêté en 1975, car il était devenu « le souteneur des souteneurs » lyonnais, selon un article du *Nouvel Observateur*.

Selon diverses accusations, Tonnot, frère d'un directeur de banque et soi-disant terreur du milieu lyonnais, « protégeait quinze hôtels de passe sur lesquels il prélevait une forte dîme ». Tonnot était très proche des gaullistes, ayant participé aux négociations d'Evian sur l'indépendance de l'Algérie. Selon *Le Nouvel Observateur*, « c'est lui qui, à Alger, en juillet 1962, a pris en charge le transport ou la destruction des archives de la police algéroise ».



Puis, ajoute Guy Sitbon dans son article, « il a eu une carrière étonnante pour un homme entré dans le service comme gardien de la paix : il devait être promu commissaire divisionnaire en novembre 1972 ». Il avait donc la pleine et totale confiance des autorités.

Les soutiens de Touvier ont été nombreux du côté de l'Eglise, comme l'explique le rapport rendu en 1992 par des historiens au sujet de Touvier :

« Parmi les réseaux qui ont protégé le tortionnaire, figurent des congrégations de contemplatifs de toutes obédiences (bénédictins traditionalistes de Solesmes et de Fontgombault, riches abbayes de Hautecombe, de la Grande Chartreuse, de Tamié et de Fontgombault, prieurés intégristes comme celui de Nice), des religieux engagés (jésuites, dominicains, pradosiens), des mouvements caritatifs (Saint-Vincent-de-Paul et le Secours catholique qui versait une aide mensuelle à Touvier), des services de l'église (Pax Christi, l'Aumônerie des prisons.). Parmi les personnalités ayant aidé Touvier, figurent le cardinal Jean Villot, secrétaire d'Etat au Vatican, Mgr Rodhain, fondateur du Secours catholique, Mgr Ancel, évêque auxiliaire de Lyon, Mgr Julien Gouet, responsable du secrétariat général de l'épiscopat, l'abbé Lucien Bourgeon qui se parait du titre d'aumônier du général de Gaulle, Mgr Duquaire, secrétaire particulier du primat des Gaules, Mgr Gerlier. Si, en novembre 1971, le président Pompidou signe un décret annulant l'interdiction de séjour et la confiscation des biens de Touvier, c'est sur sollicitation du père Léopold Bruckberger, son conseiller spirituel, mais aussi de Mgr Duquaire », dans l'Humanité du 10 janvier 1992.

[30] Certains disent qu'il aurait fait de la « résistance passive » au début de la guerre, et aurait laissé en place les hauts fonctionnaires francs-maçons, ou aidé des prisonniers de guerre à fuir. Des arguments qui ont probablement été sortis durant les poursuites judiciaires qu'il a connues.

En 1942, il met en place une gestapo à la française en lien avec le général SS Karl Oberg. Les missions principales de cette « police » : traquer les Juifs et les résistants.

[31] Jean-Paul Lefebvre-Filleau et Gilles Perrault, « Ces Français qui ont collaboré avec le IIIe Reich ».

[32] Selon Philippe Valode dans son livre « Le destin des hommes de Pétain », Bousquet est nommé secrétaire général de la Banque d'Indochine « sur décision du président [de la banque] Jean Laurent (l'ancien chef de cabinet de De Gaulle, alors sous-secrétaire d'Etat à la Défense). Il y retrouve comme directeur général adjoint Paul de Thomasson, l'ancien directeur de la Banque de Paris et des Pays-Bas, également ancien administrateur de biens juifs séquestrés ».

<http://dondevamos.canalblog.com>

Vous pouvez partager ce texte à condition d'en respecter l'intégralité et de citer la source et le site: <http://www.elishean.fr/>

Copyright les Hathor © Elishean/2009-2019/ Elishean mag

Source : <http://www.elishean.fr/magouilles-et-corruption-des-elites-partie-2-le-sabotage-de-la-denazification/>